

Aubière, le 11 décembre 2006

Groupe des subdivisions Allier - Puy-de-Dôme
21, allée Evariste Galois
63174 AUBIERE cedex

Téléphone : 04.73.34.91.00
Télécopie : 04.73.34.91.39
Internet : www.auvergne.drivre.gouv.fr

Subdivision environnement 2

Téléphone : 04.73.34.91.00
Mél. christophe.riboulet@industrie.gouv.fr
06-348 CR JA
H:\Fichiers\GS03_63\2006\Env63\IC\Rapport AP APC\06-348 RA STGPTI
CR JA.doc

DEPARTEMENT DU PUY DE DOME
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES
RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

*Bilan de fonctionnement de
Société STGPTI - Aulnat*

Objet : Avis sur bilan de fonctionnement – Société STGPTI – Aulnat
Réf : transmission du 5 avril 2006
P.J : projet de courrier à la Société STGPTI

Afin de satisfaire aux obligations de la directive IPPC 96/61 CE relative à la prévention et la réduction intégrée de la pollution, l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 prévoit que les exploitants de certaines catégories d'installations classées doivent présenter un bilan de fonctionnement de leurs installations, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004.

L'exploitation de transit et regroupement d'huiles usées de la société STGPTI est autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 1984, modifié le 14 mai 1987. La réalisation du bilan de fonctionnement pour cette entreprise devait donc intervenir avant le 31 décembre 2004.

Par transmission du 5 avril 2006, M. le préfet du puy-de-dôme a communiqué, pour avis, à l'inspection des installations classées le bilan de fonctionnement remis par la société STGPTI pour la période 1994-2004, en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004.

Le présent rapport fait la synthèse et l'analyse qualitative des éléments contenus dans ce document afin d'examiner si les conditions de l'autorisation doivent être actualisées.

1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Le site de STGPTI est spécialisé dans le ramassage, le regroupement et le transit d'huiles usagées, destinées ensuite à la valorisation matière ou énergétique.

Le site est situé sur la commune d'Aulnat, au sein de la ZAC de Ronzières.

Le dépôt est constitué de 4 cuves de 30 m³ pour les huiles usagées.

Les activités de l'établissement sont réglementées par un arrêté préfectoral du 15 juin 1984 qui autorise l'exploitation du dépôt.

2. EXAMEN DE COMPLETUDE DU BILAN DE FONCTIONNEMENT

Sur la forme, le bilan de fonctionnement réalisé par STGPTI comporte les éléments prévus par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004, permettant à l'inspection des installations classées d'apprécier la situation de l'établissement vis-à-vis des dispositions et objectifs des articles 17 et 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Il comprend une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée, sur la base des données disponibles. Cette analyse contient en particulier, pour les domaines de l'air, des eaux superficielles, du sol, des déchets et de l'énergie :

- l'examen de la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de la réglementation en vigueur,
- la synthèse de la surveillance des émissions,
- l'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets,
- les performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions,
- les mesures envisagées pour supprimer, limiter les inconvénients des installation sur la base des meilleures techniques disponibles,
- les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

En outre, le document comporte :

- les éléments venant compléter et modifier l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé,
- les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités.

Pour les meilleures techniques disponibles, il est fait référence aux règles de l'art concernant le stockage de liquides polluants et dangereux.

3. EXAMEN DU DOCUMENT SUR LE FOND

Le présent paragraphe a pour objectif de dégager les éléments les plus significatifs, résultant de l'analyse par l'inspection des installations classées du bilan de fonctionnement de STGPTI.

3.1. Impacts sur l'air

L'activité de transit et stockage d'huiles ne génère pas d'émissions atmosphériques particulières, hormis les gaz d'échappement des véhicules poids-lourds.

L'inspection des installations classées estime qu'aucune mesure complémentaire ne s'avère nécessaire.

3.2. Impacts sur l'eau

Sur la période 1994-2004, l'eau consommée n'a servi qu'aux besoins domestiques. L'activité de stockage d'huiles ne nécessite pas d'eau.

Les rejets dans le milieu sont constitués :

- des eaux pluviales de toiture,
- des eaux pluviales de voiries, aires de dépotage et cuvettes de rétention,
- des eaux vannes.

Les eaux pluviales de voiries sont traitées depuis 1984 par un séparateur d'hydrocarbures. Ces eaux sont ensuite dirigées vers le réseau d'assainissement communal aboutissant à la STEP de Clermont-Ferrand.

Les autres effluents sont rejetés au même milieu.

Aucune analyse n'a été pratiquée sur les rejets sur la période 1994-2004.

3.3. Déchets

D'après les données disponibles (essentiellement période 2000-2004) la production de déchets a peu évolué. On note la production de déchets de bureaux, de résidus de fond de cuve lors des nettoyages (≈ 500 kg/an) et de résidus de filtration lors des dépotage d'huiles (≈ 200 kg/an).

Sur cette période, les niveaux de gestion des déchets sont ceux couramment rencontrés dans ce type d'industrie.

3.4. Eaux souterraines

Aucun suivi des eaux souterraines n'a été prescrit à cet établissement.

L'existence ancienne de ce type de stockage pourrait être à l'origine de pollutions du sol et du sous-sol. Aucune trace visible de l'existence d'une pollution n'a été constatée lors de notre dernière visite du 27 octobre 2006.

Aucune investigation spécifique n'apparaît nécessaire sur ce site.

3.5. Consommation d'énergie

La consommation d'énergie sur la période 1994-2004 est liée à l'électricité. Le bilan ne présente pas de suivi sur cette période, on note que la consommation en 2005 s'est élevée à 6479 kWh, ce qui est faible. L'installation classée de stockage d'huiles est peu consommatrice d'énergie.

3.6. Eléments complémentaires à l'analyse des effets sur la santé

L'étude d'impact soumise à enquête publique en septembre 1983 ne comportait aucun élément d'évaluation des risques sanitaires.

Compte tenu de l'absence de potentiel de dangers sur ce type d'exploitation (pas de rejets dans l'eau ou dans l'air), aucune mesure supplémentaire ne s'avère nécessaire dans l'immédiat.

3.7. Mesures envisagées en cas de cessation d'activité

Les mesures qui seraient prises en cas de cessation d'activité sont décrites dans le bilan de fonctionnement et sont conformes aux obligations réglementaires. Il s'agirait principalement :

- de nettoyer le site (abords, cuvettes, séparateur),
- vidanger et neutraliser les cuves et canalisations,
- prévoir leur enlèvement en cas de non-réutilisation ultérieure.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Sur la période 1994-2004, on observe peu d'évolution des effets du site STGP/ d'Aulnat sur l'environnement. Ce fait s'explique par la nature même des activités de l'exploitant qui sont du transit et stockage d'huiles usées.

L'impact le plus significatif concerne les rejets aqueux. Actuellement l'arrêté d'autorisation fixe des normes de rejets mais aucune vérification de leur respect n'est imposée ou réalisée. Un suivi du bon fonctionnement des installations de rejet d'eaux de ruissellement doit être prescrit et réalisé par l'exploitant.

Les investissements totaux réalisés sur la période du bilan décennal pour la protection de l'environnement ont été nuls. Le site ne dispose d'aucune certification environnementale.

Les voies de progrès et axes d'amélioration concernent le suivi des rejets aqueux généraux de l'usine, qui doit être prescrit.

Au vu de l'analyse du bilan de fonctionnement de la société STGP/ et considérant que l'arrêté préfectoral du 15 juin 1984, modifié le 14 mai 1987, réglementant les activités du site a été pris après enquête publique en septembre 1983, l'inspection des installations classées estime que l'actualisation des conditions de l'autorisation, prévue par l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 s'avère nécessaire.

Elle propose de soumettre au CODERST (conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques) le projet de prescriptions rédigé en ce sens et joint en annexe.

Signé : L'inspecteur des installations classées,

Vu et transmis le
Pour le Directeur et par délégation
Signé : Le chef de groupe des subdivisions
Allier/Puy de Dôme